



Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 2020-12-101
du Conseil municipal
Séance du 15 décembre 2020**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 09 décembre 2020
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 28
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 5
Nombre de Conseillers municipaux absents : 0**

L'an deux mille vingt, le 15 décembre à 18 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle multiculturelle sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Maxime **COUSTON**, Michèle **FOND-THURIAL**, Michel **CEGIELSKI**, Christine **MUCCIO**, Christian **BAUME**, Jennifer **OBID**, Jean Christian **REY**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Philippe **BERTHOMIEU**, Justine **ROUQUAIROL**, Christian **SUAU**, Carine **BOISSEL**, Raymond **MASSE**, Caroline **LABOUEIBE**, Nicole **SAGE**, Sylvain **HILLE**, Fatiha **EL KHOTRI**, Ali **Ouatizerga**, Catherine **HERBET**, Michel **SELLENS**, Corine **MARTIN**, Alain **POMMIER**, Olivier **WIRY**, Jean-Louis **MORELLI**, Léopoldina **MARQUÈS ROUX**, Thierry **VINCENT**, Audrey **BLANCHER**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Sandrine **ANGLEZAN** procuration à Justine **ROUQUAIROL**, Anthony **CELLIER** procuration à Maxime **COUSTON**, Laurence **SALINAS-MARTINEZ** procuration à Christian **BAUME**, Mourad **ABADLI** procuration à Jean Christian **REY**, Pascale **BORDES** procuration à Corinne **MARTIN**

Conseillers municipaux absents : aucun

Secrétaire de séance : Jean Christian **REY**

Objet : Cession de fonds de commerce non sédentaire

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-29, L 2212-1, L 2212-2, L 2224-18, L 2224-18-1,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2111-1 L.2124-32-1, L 2124-33, L 2124-34 et L 2124-35,

Vu la loi Pinel n°2014-626 du 16 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, dont les dispositions législatives, article 72, permettent de concilier les exigences de la domanialité publique et les droits attachés à la propriété d'un fonds de commerce,

Considérant ce même article, qui stipule : « *Un fonds de commerce peut être exploité sur le domaine public sous réserve de l'existence d'une clientèle propre* ». (...)

« *Sous réserve d'exercer son activité dans une halle ou un marché **depuis une durée fixée par délibération du conseil municipal dans la limite de trois ans**, le titulaire d'une autorisation d'occupation peut présenter au maire une personne comme successeur, en cas de cession de son fonds. Cette personne, qui doit être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, est, en cas d'acceptation par le maire, subrogée dans ses droits et ses obligations.* »

Considérant que cette question a été présentée à la commission des moyens généraux du 1^{er} décembre 2020,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de fixer à 3 ans la durée pendant laquelle un titulaire d'un droit de place est tenu d'exercer son activité avant de pouvoir présenter au Maire une personne comme successeur en cas de cession de son fonds.
- de faire appliquer cette disposition sur l'ensemble des marchés de la ville (hebdomadaires et journaliers).

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 15 décembre 2020

Acte rendu exécutoire
Après dépôt électronique en Préfecture
Le 30 décembre 2020
et publié le 30 décembre 2020

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

